

~ TRUCS E PATACS ~

On me dira que ça ne me regarde pas, que ce n'est pas mes affaires, que c'est m'immiscer dans des querelles d'une famille dont je ne suis pas...

Cette famille est celle du Parti socialiste et ces querelles sont celles qui le secouent depuis son dernier congrès. On me dira que ces querelles mises au grand jour sont à sa gloire car c'est à l'exemple d'une grande pratique de la démocratie vécue en direct devant la pays. Oui mais la démocratie c'est aussi, me semble-t-il, le fait pour une minorité de savoir s'incliner devant la majorité une fois que chacun a pu faire valoir ses idées et ses arguments. Et la décision et la ligne majoritaire devient celle de tous.

Le congrès du PS fut ce que l'on sait, loin d'être un long fleuve tranquille, mais un torrent avec des courants et des remous. Quatre équipes, des demi-finales à surprises et une finale ric-rac. On croyait la situation peu à peu stabilisée depuis cette mêlée confuse et, patatras, on assiste à une rechute avec la formation des listes pour les élections européennes de juin prochain. Des cartons roses sont brandis contre tel ou tel, de nouveau le ton monte et la boîte à gilles (seulement verbales, heureusement) est ouverte.

On me redira que ça ne me regarde pas, que ce n'est pas mes affaires, etc... mais, si pour les élections européennes (à un tour) les zizanies de leurs chefs ne concernent que la famille des électeurs socialistes, pour toutes les autres élections à deux tours à venir, elles touchent tous les électeurs de gauche susceptibles d'avoir à voter PS à l'occasion d'un 2ème tour.

Et là ça me regarde !

Le ligne brisée (quand ce n'est pas deux lignes parallèles...) actuelle du PS va servir de prétexte supplémentaire à certains pour ne pas se plier à la « discipline républicaine ». Pour ceux qui habituellement s'y plient, ils risquent de se poser de plus en plus de questions : quelle est la « variété » socialiste du candidat ? De quelle « écurie » porte-t-il la casaque, Et si dans le doute ils venaient à s'abstenir ?

Oui, en tant qu'électeur de gauche, il m'importe de savoir -puisque le PS serait sans doute le bloc le plus important autour duquel s'agglomérerait une majorité alternative- quel est l'homme, ou la femme, leader de ce parti et la ligne qu'il incarne.

Mathieu Lacougne

Les salariés de Sony partent pour Paris



Il était 22h hier au soir lorsque les salariés de Sony arrivaient sur le parking afin de prendre le car, destination Paris, le CCE avait lieu le 10 Mars, un car bondé, d'autres y allaient en train, d'autres encore en voiture, leur avenir se joue et encore une fois ils sont au rendez-vous. Le Comité de soutien était au rendez-vous pour les encourager Nicole Bippus, leur remettait les 300 € collectés lors de la manifestation organisée le 8 Mars à Morcenx à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme. Rappelons qu'une lettre vient d'être envoyée au Président de Sony France, lui rappelant ses responsabilités et ses promesses. Pour tous ici à Pontonx, Sony doit assumer ses choix, et faire en sorte qu'aucun emploi ne soit perdu sur le site ☹

La section du PCF de Mont-de-Marsan organise une **soirée-débat** le **Mercredi 25 Mars 2009 à 19h** à la **Salle du Petit-Bonheur** à **Mont-de-Marsan**
 En présence d'**Alain Baché**, secrétaire départemental, conseiller municipal de Mont-de-Marsan
Quel est notre avenir ? Quel sera l'avenir pour nos enfants ?
 Ces interrogations sont légitimes. En France, en Europe, dans le monde, notre vie, nos vies peuvent être faites d'autre chose que de ce quotidien. La crise n'est pas pour tout le monde !
Ensemble nous pouvons gagner à la construction d'autres majorités
Ensemble nous pouvons gagner à la construction d'un Front de gauche

Souscription Permanente

Pour résister à la politique de la droite et de Sarkozy, créer les conditions d'une rénovation à gauche et construire une véritable alternative de progrès, donnons-nous les moyens financiers nécessaires.

HINX : Eric **POUXVIELH** 30€

SOUSTONS : Jean-Jacques **DUBROCA** 100 €

SOUSCRIPTION PERMANENTE

NOM
 PRENOM
 ADRESSE

CODE POSTALVILLE.....

Je fais un don de€uros au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de « Association Départementale de Financement du PCF -ADF-PCF40 », et l'adresser à PCF, BP34, 40001 Mont-de-Marsan cedex. Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé.

« Je ne veux pas rêver d'un monde meilleur, je veux le vivre »

JOËLLE VIGNASSE
 POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME
 LE 8 MARS À MORCENX

Le Front de Gauche en marche

Au moment des débats sur le Traité de Maastricht, puis sur le projet de Constitution européenne, leurs promoteurs faisaient des critères du respect des normes de 3% du déficit public et de 60% de l'endettement sur les richesses produites des données intangibles. Ceux qui osaient critiquer ces dogmes étaient immédiatement taxés soit « d'anti-européens », soit de « saboteurs de l'économie ».

Voilà que le Conseil des ministres adopte un collectif budgétaire qui pulvérise toutes ces bonnes recommandations et se met donc en dehors des cadres des traités européens. Le déficit public atteindrait 5,6% des richesses produites et la dette s'accumulerait aux alentours de 77%. Autrement dit, on découvre subitement que la France, comme tous les pays de l'Union européenne, peut s'émanciper des critères draconiens et ineptes des traités européens. De fait, c'est la reconnaissance de l'inefficacité et de la caducité du Traité de Lisbonne. La bonne question est de savoir pour qui et pour quels objectifs ?

Le pouvoir de droite ne viole pas aujourd'hui ce qu'il adorait hier dans l'intérêt du peuple. Il le fait pour les besoins du capital. L'argent va essentiellement aux banquiers, sans aucun contrôle, pour combler des trous dont on nous camoufle l'ampleur. Il va aussi au soutien de certains secteurs industriels comme l'automobile mais non pour garantir l'emploi. L'acceptation par le Président de la République, au Conseil européen, d'une injonction enlevant tout contrôle sur l'utilisation de l'argent public à l'industrie automobile est un véritable scandale.

Sous couvert de plan de relance, on distribue l'argent pour maintenir les profits et les niveaux de dividendes versés aux actionnaires sur fonds publics. Les salariés le paient plusieurs fois. Une fois avec leurs impôts. Une autre par le blocage des salaires ou même par le chômage. Une troisième fois par la suppression de leurs services publics. Tel est le sens de la déclaration du Premier ministre : « Continuer la réduction des dépenses publiques, c'est-à-dire réduire toutes les autres dépenses qui ne sont pas celles du plan de relance. » Voilà un aveu clair ! L'expérience montre qu'il n'y a aucun plan de relance. Il y a simplement un soutien public aux capitaux et non à l'intérêt général.

C'est tout le contraire qu'il faut faire : aider au développement des capacités humaines doit être la priorité des priorités.

L'expérience montre qu'il n'y a aucun plan de relance. Il y a simplement un soutien public aux capitaux et non à l'intérêt général.

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »
 6-8 rue des Forgerons - BP34
 40001 MT DE MARSAN Cedex
 Tél. 05.58.46.41.41 - Fax. 05.58.75.97.76
 e-mail : landes.rep@wanadoo.fr
 Site : http://pcf40.free.fr
 Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN
 C.P. N° 88127 - N° 1807 - 12 Mars 2009

Cela nécessite d'arrêter le programme de suppressions d'emplois publics, des écoles aux hôpitaux, aux centres de recherche. L'augmentation du SMIC et des petits salaires est indispensable pour une vraie relance par la consommation. Un vrai programme de relance devrait combiner une intervention de l'Etat avec le budget, la mobilisation des banques dans un pôle public bancaire pour un crédit de type nouveau et une obligation faite aux grandes entreprises pour une réorientation des profits au service des salaires, de l'emploi et de la formation.

Les 70 milliards d'aide sans contrepartie aux entreprises doivent être redéployés en ce sens. Prévoir l'avenir et préparer le nouveau monde qui frappe à la porte implique d'investir massivement dans la formation, pour les industries et les services de demain, avec l'objectif d'un développement durable et écologique.

L'autre piste d'avenir à explorer est celle de la mise en œuvre d'un plan d'amélioration et de création d'infrastructures européennes, de relance de filières industrielles, de recherche, de services, conçu avec des objectifs concrets d'emplois, y compris en lançant un grand emprunt européen pour des crédits à taux sélectif pour l'emploi. Dans ce cadre, il est obligatoire de changer les statuts et les missions de la Banque centrale européenne. Il est maintenant devenu urgent de sortir de la parole unique de la droite qui envahit l'espace public pour obtenir la soumission du peuple.

La situation est trop grave.

L'avenir trop inquiétant.

Il faut donc des débats publics, contradictoires, sur des issues possibles à la crise. Ce qui n'était pas possible hier aux Antilles l'est devenu grâce à l'unité dans l'action.

Tout doit être mis entre les mains de nos concitoyens. De ce point de vue, le retentissant succès du premier meeting du Front de Gauche au Zénith, plus de 6.000 participants, est un puissant encouragement ☹

Journée de mobilisation interprofessionnelle

Jeudi 19 Mars

Mont-de-Marsan Place des Arènes 10h30
Bayonne Place Saint-Ursule 10h

à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales
 La fédération des Landes du PCF appelle les Landaises et Landais à participer nombreux à ces manifestations.

Communiqué de la CNL

la loi Boutin a réduit à un an les délais d'expulsion, c'est scandaleux !

Expulsions : chasses intolérables aux locataires, la loi Boutin a réduit à un an les délais d'expulsion.

Pour lutter contre les expulsions, il faut s'attaquer aux causes : baisse du pouvoir d'achat, précarité du statut de locataire, manque de logements sociaux... Un million et demi de ménages en France attend un logement social, plus de six mille Ménages dans les landes.

Le maintien dans les lieux n'est plus sûr, la loi Boutin introduit « le bail précaire »

Il nous appartient de saisir toutes les opportunités pour la contester, il ne faut pas se résigner, rassemblons-nous pour que le logement devienne une véritable priorité nationale.

Déclarons l'expulsion illégale, cette loi Moyennageuse qui va à l'encontre de la déclaration des droits de l'homme et des citoyens.

Je soutien l'action de la CNL, le premier syndicat des locataires. J'adhère à la CNL (Confédération Nationale du Logement)

Nom, prénom, _____

Adresse : _____ Tel : _____

À retourner à la CNL, à l'adresse ci-dessous.

La Fédération des Landes de la CNL a désormais son local :
 2 rue de l'Abbé Dauba 40000 Mont de marsan

Tel : 05 58 46 41 35

MODEF DES LANDES

AIDE-TOI, LE CIEL T'AIDERA...

A ce jour, de nombreux agriculteurs sont toujours en attente de moyens pour déblayer et reconstruire leurs outils de production mais aussi pour enlever les arbres tombés sur les champs. Face au travail qui reste à effectuer, c'est un sentiment d'abandon qui les gagne.

C'est pour cela que le MODEF demande que les moyens humains qualifiés soient remis par l'Etat rapidement à disposition des agriculteurs : armée, sécurité civile, notamment pour le bûcheronnage des arbres en bordure de parcelles car, maintenant, les travaux de mise en culture vont devoir commencer.

De plus le MODEF dénonce le manque de crédits dégagés par l'Etat au titre de la solidarité nationale. Un mois et demi après, le gouvernement n'a pas encore pris la véritable mesure de l'ampleur des dégâts générés par la tempête. Les agriculteurs attendent encore des informations concrètes sur les aides qui seront apportées. Le MODEF, inquiet de la complexité des dispositifs en cours d'élaboration, réclame qu'une information claire soit adressée à tous dans les meilleurs délais.

Le plafonnement des aides dites de minimis (pour compenser des pertes en cas de crise) doit être notablement relevé

Le MODEF revendique un assouplissement des modalités d'attribution trop restrictives des aides à la main d'œuvre.

Dans ce contexte de force majeure, nous sollicitons de la part de l'administration une tolérance afin que les agriculteurs ne soient pas pénalisés pour cause d'arbres déracinés présents dans les jachères.

Le MODEF exprime sa solidarité vis-à-vis des sylviculteurs et des communes forestières également fortement affectées par l'insuffisance des moyens mis en œuvre par l'Etat.

Notre crainte est que le ministre Michel BARNIER, sur le départ pour cause d'élections européennes, n'emporte dans ses bagages le peu des promesses faites à Sabres le 12 Février ☘

Morcenx : Journée Internationale de la Femme

Belle journée

Près d'une centaine de personnes réunies ce 8 Mars à Morcenx à l'initiative du PCF à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, seule manifestation politique du département pour ce grand rendez-vous incontournable.

Si elles ont dénoncé haut et fort le contexte politique particulier de crise défavorisant en premier les femmes et les jeunes, si elles ont dénoncé les manquements et lacunes de l'égalité professionnelle loin d'être acquise ainsi que la parité en politique non validée dans les hauts postes, elles ont aussi dénoncé les menaces sur le planning familial, le congé maternité et parental. Elles ont affirmé la nécessité pour l'école, de la maternelle à l'université, d'un vrai service public et laïc avec de vrais moyens humains et financiers. Elles ont affirmé aussi le maintien et l'amélioration de vrais services publics de proximité, énergie, courrier, hôpital... elles n'en sont pas restées qu'à ces terribles constats, car elles sont surtout décidées de



traduire toutes leurs raisons de leur rébellion par ces actes forts comme une présence massive à la manifestation du 19 Mars, et de s'impliquer avec dynamisme dans la campagne électorale pour « changer d'Europe » dans le Front de gauche et de l'élargir au maximum jusqu'au 7 Juin avec le PCF, PG Landais, et tous les citoyens refusant cette politique ultralibérale détruisant un siècle de conquêtes sociales et démocratiques.

L'absence et le silence des médias en ce jour d'une portée politique nationale et internationale les laisse croire que la rébellion ne serait pas à la mode, ou qu'il faut tout pallier les dégâts de la tempête dans notre département... Quoiqu'il en soit ils tiennent à dénoncer les choix faits par ceux qui détiennent, diffusent les informations ne collant pas aux critères de pluralisme et d'objectivité nécessaires de la presse ☘

Mont-de-Marsan

Conseil municipal : vote du budget

Le budget de la ville de Mont-de-Marsan a été voté il y a quelques semaines, Alain Baché, Conseiller Municipal, répond à nos questions.

Landes Républicaines : Quelles sont les principales caractéristiques de ce budget ?

Alain Baché : Ce budget se monte à quelques 42.928.941 euros : 34.975.671 euros seront consacrés au fonctionnement et 7.953.270 euros à l'investissement.

Il est à noter que dans le budget de fonctionnement, 53% sera consacré aux dépenses de personnel, qu'une subvention de 700.000 euros sera versée au CCAS, que les subventions versées aux associations représentent un total de 1.451.765 euros et que la cotisation au service incendie versée par la ville est 1.160.000 euros.

Pour ce qui est du budget d'investissements, 4 principaux chapitres le caractérisent, l'opération de renouvellement urbain du quartier nord, l'école, petite enfance, l'embellissement de la ville (cadre de vie, voirie, environnement, urbanisme, conseils de quartier, handicap), sport culture loisirs (opérations stade Guy boniface, équipements sportifs et culture).

Voilà en quelques mots les principales lignes du budget de Mont-de-Marsan.

L. R. : Que vous inspire ce premier budget élaboré par la nouvelle municipalité de droite Modem/UMP ?

A B. : Comme je l'ai fait remarquer, ce budget est marqué par les conséquences des politiques de l'Etat qui peu à peu diminue ses dotations, particulièrement la DGF*.

Ce budget est également marqué par une diminution de 9.000.000 d'euros par rapport au budget de 2008 en moins sur l'investissement. Ce qui, à l'évidence, aura des conséquences importantes en termes d'entretien, de rénovation et de construction. Cela aura également des répercussions sur l'économie locale.

De plus, vouloir limiter la part des dépenses incompressibles pourrait avoir des effets sur les services publics tels qu'ils existent à la ville de Mont-de-Marsan, et donc sur le nombre de salariés de la collectivité. Jusqu'à l'heure, la ville est une collectivité où le service public s'est fortement développé ces dernières années, puisque existent plusieurs régies (eau, assainissement, pompes funèbres, parking, géothermie...) et que bon nombre d'interventions sont réalisées directement par les services municipaux.

L. R. : Quelques mots sur les audits ?

A. B. : Beaucoup a été dit et écrit. Reste que ces audits n'ont rien révélé d'extraordinaire. L'extraordinaire on le retrouve dans les propositions comme par exemple la possible fermeture d'école, la diminution du nombre d'agents !...

Et contrairement à ce qui est dit, la Taxe d'habitation est légèrement inférieure à la moyenne des communes de la même strate et nettement inférieure pour ce qui concerne la Taxe foncière sur le bâti.

Donc pas de mauvaise gestion mais simplement des éléments à prendre en compte dans le contexte global dans lequel se trouve l'ensemble des collectivités.

L. R. : Dans ce contexte quelles ont été vos remarques et propositions ?

A. B. : En premier lieu il convient de remarquer que des masses considérables d'argent échappent à la solidarité nationale. Il en est ainsi des actifs financiers, de l'argent qui s'évapore dans les « paradis fiscaux » sans bien sûr oublier le « bouclier fiscal » de 15 milliards d'euros pour les plus fortunés.

De toute façon, aujourd'hui, compte tenu de la situation et des difficultés de vie, il est difficile d'envisager une augmentation des impôts locaux.

S'agissant de la ville de Mont-de-Marsan, j'ai repris une proposition qui avait été initiée par les élus Communistes dans la précédente municipalité, à savoir augmenter le foncier bâti qui se trouve être inférieur en pourcentage à la taxe d'habitation. Autre proposition, en lien avec la Communauté d'Agglomération, la mise en place d'une véritable coopération intercommunale.

De plus la TPU*, telle qu'elle a été instituée pose de réelles problématiques en termes de répartition. Sans oublier bien sûr les menaces qui pèsent puisque le Président de la République envisage la suppression pure et simple de cette taxe. Je n'ose imaginer de ce qu'il adviendra des collectivités si cela devait arriver.

Pour me résumer, un budget qui est bien loin de l'affichage présenté par la droite, un budget qui manque de dynamisme, qui ne contient aucun aménagement structurant pour la ville. De plus, rien n'est proposé dans le cadre du régime indemnitaire pour les personnels.

Ce sont toutes ces raisons qui m'ont conduit à voter contre le budget 2009 de la ville de Mont-de-Marsan proposé par la majorité de droite.

D.G.F. : Dotation Globale de Fonctionnement
T.P.U. : Taxe Professionnelle Unique.

SOIREE DES JEUNES annulée.

La soirée que les jeunes progressistes devaient organiser le 21 Mars à la salle Maurice-Thorez à Tarnos tombe à l'eau, faute d'organisateurs. Le réseau débute, les jeunes ont eu du mal à se mobiliser, ne se connaissant pas encore. Ils ont préféré remettre ce genre d'organisation quand les fondations du réseau seront plus solides plutôt que de maintenir une soirée dont on ne leur aurait pas attribué le mérite, vu que c'était la section qui était en train de tout gérer à leur place. Ce n'est que partie remise !

OTAN

LE GOUVERNEMENT CRAINT L'OPINION PUBLIQUE

Le gouvernement sait que l'opinion publique n'est pas favorable au retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. En engageant la responsabilité du gouvernement comme vient de le souhaiter François Fillon, le Président de la République et son exécutif veulent imposer un choix particulièrement dangereux, celui d'un renforcement de la logique des blocs, celui des tensions internationales et de la guerre.

Les député-e-s communistes, républicains, du Parti de Gauche dénoncent cette manœuvre et porteront avec force l'exigence que le peuple puisse s'exprimer par voie de referendum sur cette question d'importance. ☘

COLÈRE

TEXTE ENVOYÉ AUX MÉDIAS LOCAUX

60 femmes rebelles réunies à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme à Morcenx ce 8 Mars lors d'un débat à l'initiative du Parti Communiste Français.

Vous auriez entendu des femmes rebelles qui, au-delà des tristes constats face à la politique actuelle de la droite, à savoir pauvreté, chômage, temps partiels imposés, salaires et retraites insuffisants, fermeture et carence de tous les services publics de proximité, l'égalité professionnelle non respectée... lèvent la tête et se mobilisent avec force pour imposer un autre choix de société en France et dans le monde basé sur le partage des pouvoirs, des savoirs, l'égalité, la justice, la démocratie et la Paix.

Elles se sont fixé comme ambition d'être présentes et nombreuses dans le prochain rendez-vous du 19 Mars et de s'inscrire dans le front de gauche lancé par le PCF et le PG pour changer d'Europe lors des élections du 7 Juin 2009 et de contribuer à son élargissement avec les femmes de gauche, celles qui rejettent et refusent le système libéral.

Ce 8 Mars 2009, a été un agréable moment puisque nous étions une centaine à partager cette journée qui s'est terminée par un tour de chants d'une jeune artiste landaise.

Nous tenions à vous faire part, toutes ensembles de notre mécontentement face à votre absence et votre silence et nous comptons recevoir une réponse justifiée de votre part.

LES FEMMES REBELLES LANDAISES ☘

Stage de formation

La Fédération des Landes du PCF organise un stage de formation en direction des jeunes et nouveaux adhérents.

Les 21 et 22 Mars à Pouillon

Samedi 21 Mars 9h Accueil

9h15-12h « Communisme, Parti communiste, Histoire »

12h-14h pause déjeuner

14h-18h « Crise écologique, financière, sociale, pensez un nouveau mode de développement » avec Paul Syndic

18h15-19h30 **rencontre débat avec des responsables syndicaux, agricoles**

20h Repas

Dimanche 22 Mars

9h-12h « 34° Congrès du PCF, stratégie et décisions »

11h30 fin du stage, bilan

12h repas pour ceux qui le souhaitent.

**S'inscrire à la Fédé
au 05.58.46.41.41**